

3337
Les masses sont-elles passives ?

Gardons-nous de juger sur des apparences

Arrive trop souvent, même chez ceux que le grand problème des rapports entre les hommes jette dans la mêlée, même chez les anarchistes, qu'on ne sait résister au découragement facile ou à l'enthousiasme irréfléchi. Les deux aspects se tiennent. Et c'est souvent parce qu'on s'est tordu des illusions, parce qu'on s'est laissé aller à l'emballlement — c'est tonique, il faut l'avouer — que le moindre revers, les petites difficultés, le manque d'intérêt des masses pour ce que nous leur proposons (peut-être pas très heureusement) nous jettent dans l'amerette, la critique, le mépris même des hommes qui semblent ne pas nous apprécier. Nous ressemblons trop, souvent, à ces inventeurs dérisoires de concours Lépine qui s'agissent après quelques années d'efforts vains, criant au génie méconnu !

Ce 5^e Congrès de la Fédération Anarchiste vient, heureusement, de mettre un terme à ces jeux dangereux qui peuvent aller de prédictions et d'appel quasi démagogiques à la désespérance. Et c'est après une longue discussion, une sérieuse analyse de la situation que le Congrès unanimement s'est prononcé à propos de ce qu'on nomme « apathie des masses ». On lira par ailleurs le texte de la résolution.

Ce qu'il nous faut éviter, c'est de crier victoire ou d'annoncer périodiquement l'approche de la Révolution sociale à propos d'une grève violente ou d'un mouvement de rue spontané. Mais c'est aussi, c'est surtout, en notre époque de léthargie sociale, d'accuser les masses populaires d'impuissance, de leur reprocher des défauts auxquels nous n'échappons pas toujours. Quelques-uns des nôtres qui ne manquent pas une occasion de se lamenter sur l'apathie populaire ne sont pas toujours présents dans nos meetings !

Il ne s'agit pas de tomber dans le messianisme, dans l'idolâtrie de la classe ouvrière, dans un ouvrierisme bâti considérant les prolétaires comme des êtres exceptionnels, parés de toutes les vertus, capables de toutes les initiatives : tomber dans ces excès, ce serait encore se créer et créer des illusions aujourd'hui pour tomber demain, à la lumière des faits dans les abandonnements. Mais il est bien certain que si nous n'accordons pas une certaine confiance aux masses populaires, il ne nous reste plus que deux issues : un individualisme confinant au débrouillement individuel ou l'adhésion à une doctrine autoritaire quelconque.

Continuer à être anarchiste, révolutionnaire, c'est donc être profondément convaincu des facultés de combat et d'organisation des peuples. C'est refuser les sauveurs : individus ou groupes. C'est considérer que les initiatives, les dévouements, les valeurs des militants et des minorités agissantes ne peuvent être efficaces que lorsqu'ils rencontrent la puissance et la volonté des masses, lorsqu'ils se fondent en elles. Ce n'est pas mésestimer les hommes qui luttent à l'avant-garde — nous pensons au contraire à la nécessité du mouvement anarchiste — mais c'est considérer que si les masses trouvent vraiment leur chemin en l'absence d'un mouvement organisé montrant la voie, il n'en est pas moins nécessaire que ces masses recèlent un potentiel extraordinaire, qu'elles soient un creuset où se forment les puissances libertaires.

Ce n'est plus pour nous, aujourd'hui, une question de foi ou d'espoir ou de théorie, mais en quelque sorte une certitude expérimentale.

Paradoxe que d'affirmer la certitude des possibilités des masses alors que tout semble faire concourir à leur léthargie ?

Il faut, tout simplement, percer les apparences, accéder aux réalités sous-jacentes.

L'indifférence de surface et le découragement momentané ne font que marquer la volonté de transformer le réel.

La victoire des travailleurs d'Amargues après un mois de grève sans défection, la défaite de ceux de chez Michelin après dix semaines de grève, et il n'y a pas si longtemps le beau combat ouvrier mené à Angers par nos camarades, ce sont là des faits qui nous intéressent le découragement.

Les témoignages les plus récents sur la Russie, ceux d'ouvriers comme Ciliqa (1) et Jean Rouault (2), nous apportent la certitude d'une résistance, d'un refus, d'un cheminement révolutionnaire souterrain dans l'âme des peuples soumis à Staline.

Il faut penser aussi aux soutiens des peuples coloniaux, aux grèves « sauvages » de Grande-Bretagne, aux occupations des terres par les paysans d'Italie.

(1) Au pays du mensonge déconcertant Sibérie.
(2) Mon ami Vassia.

(Suite page 2, col. 6.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 233
VENDREDI 16 JUIN 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1885 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Elections à la Sécurité Sociale La situation syndicale est-elle clarifiée ?

Que représente encore le "Parti" ?

NOUS connaissons maintenant le résultat des élections à la Sécurité Sociale, mais le jugement exprimé la semaine dernière dans l'article « La Sécurité Sociale : un édifice à rebâtir » ne s'est pas modifié. Le « Libertaire » écrivait en effet : « Dans les conditions présentes quelle que soit la liste pour laquelle vous votez, les résultats seront médiocres, il nous faut rebâtir la Sécurité Sociale ».

Cependant, ce scrutin est venu éclairer quelques points, que nous présentons à nos lecteurs.

Nous devons, dès l'abord, constater que les travailleurs se sont à peu près totalement désintéressés de l'aspect gestionnaire du problème.

Gérez sainement un budget de 500 milliards, combler un déficit de 150 milliards (30 %), instaurer une médecine gratuite (si on le désire), dont le coût s'élèverait à 115 milliards, n'est pas une mince affaire.

La Sécurité Sociale aurait besoin d'administrateurs intégrés, compétents, et pouvant rendre compte périodiquement à leurs électeurs de la façon dont ils gèrent les fonds à eux confiés.

Or, les élus sont pour la plupart des inconnus, si ce n'est quelques vedettes du genre Henri Raynaud. Nous nous pencherons donc sur l'aspect « politique » du résultat des élections à la S.S.

La C. G. T. vient en tête des organisations syndicales. Mais ne possèdent pas la majorité absolue, elle ne fera plus la loi. Avec ses quarante-cinq pour cent de suffrages, M. Henri Raynaud secrétaire confédéral, peut se féliciter du succès cégétiste, cuisant échec pour le gouvernement, lesdiviseurs, et ceux qui ont voulu contester le caractère éminemment représentatif de notre

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des salariés s'étaient abstenus. Que de ce fait, la C. G. T. ne représentait plus que 32 % des travailleurs.

Il n'a pas davantage remarqué que la C. G. T. (lire le P. C. F.), si elle gagne des voix aux allocations familiales, en perd chez les jeunes. Ce qui signifie un embourgeoisement du « Parti », dont la jeunesse se désintéresse de plus en plus.

Et il n'a pas pensé que les élections à la Sécurité Sociale n'étaient pas des élections générales. Que si dans le

centralité ». Mais M. Raynaud ne sait pas plus compter qu'il ne sait réfléchir.

Il ne s'est pas aperçu que 30 % des

LES RÉFLEXES DU PASSANT



MŒURS

et de provoquer un ballottement fesser du plus gracieux effet. Maurice Rostand a été sollicité pour assurer la direction de cet établissement. Les inspecteurs ainsi formés pourront facilement passer pour ce qu'ils ne sont pas, s'introduire dans des milieux hermétiques, démasquer les amoureux transis. Cette équipe de Mata-Hari en caleçons longs arrive en son temps. Place à la virilité ! La diplomatie totale l'exige. L'heure est grave et la patrie besoin d'enfants. Pas de pitié pour les vétérans. Si Truman avait des meurs, comme on dit, vous vous rendez compte ! Un jour on risquerait de le retrouver sur les genoux de Staline !

Il est temps que cesse ce scandale et que le pédéaste soit bel et bien enfermé dans un camp de concentration.

Ainsi que l'avait fait Hitler. Et pour que vive la liberté ! OLIVE.

Aussi longtemps qu'ils conservent à mon égard une neutralité absolue, je n'exprime aucune animosité particulière contre les pédéastes. Je les considère comme des anonymes inoffensifs et je pense même qu'ils sont moins dangereux pour la société que les « mères héroïques » de 12 enfants.

Et bien ! mon opinion est fausse, elle est basée sur une méconnaissance totale de cette grave question. C'est ce que vient de m'apprendre indirectement le Sénat américain pour qui l'homosexualité risque de saper les bases mêmes de la défense américaine. Et 25.000 dollars ont été affectés à la détection de ceux qui cultivent le sexe fort, comme d'autres cultivent des géraniums en pot. D'après les premières statistiques, 3.750 fonctionnaires seraient atteints de ce mal, plus un repenti et un hésitant (sic).

Or nous affirmé que ces messieurs sont, de leur nature même, facilement permeables à certaines sollicitations communistes, et qu'ainsi des secrets risquent d'être dévoilés.

On a, en effet, la certitude que des pédéastes stalinianistes pullulent parmi le personnel de l'ambassade soviétique et que des alliances russso-américaines très particulières risquent de compromettre l'avenir atomique en préparation aux U.S.A.

Des mesures d'urgence s'imposent et c'est pourquoi tout fonctionnaire souhaitant de tromper sa femme avec son concierge ou le garçon de bureau sera immédiatement révoqué. Une école spéciale va être créée où des limiers triés sur le volet recevront une instruction susceptible d'assouplir leur démarche

En donnant au ministre le droit de

LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS DE LA SEINE

Par un arrêté en date du 18 mai 1950, publié au *Journal Officiel* du 20 mai, le ministre du Commerce et de l'Industrie a prononcé la dissolution de la Chambre des Métiers de la Seine, ceci sur la proposition de M. Marcellin, secrétaire d'Etat.

De ce fait, le bureau de cette Chambre des Métiers, composé de 72 membres, régulièrement investis par la majorité lors du scrutin du 27 novembre 1949, se trouve relevé des fonctions qui lui avaient confiées les Artisans de la Seine, et ceci par un simple décret, dont le texte ne comporte aucune explication.

Cette décision, quelque peu arbitrale en elle-même, fut largement diffusée par la presse et la radio — d'après un communiqué tendancieux de l'agence France-Presse — sous les titres « scandale » — « Détournement de fonds à la Chambre des Métiers » — « 40 millions dilapidés », etc.

Or, la vérification de la comptabilité a démontré que les fonds « dilapidés » avaient été employés :

1^{er} à la création d'un centre médico-social ;

2nd à l'achat et à l'équipement de dix châteaux, transformés en colonies

Michel D.

reporter les crédits économisés sur des chapitres particulièrement défavorisés, vous montrerez que ce maintien n'est pas une moyenne établie entre les propositions de la Commission nationale des Économies et les besoins de l'éducation nationale, une moyenne définitive dans l'opinion, mais un point de départ pour des tâches qu'il nous faudra bien entreprendre une bonne fois. » s'exclame M. Billières, président radical-socialiste de la Commission de l'Education Nationale.

M. Viatte, député M.R.P. du Jura, qui lui succéda, opiné dans le même sens, avec plus de résignation cependant :

« En tout cas pas de réduction globale des crédits de l'éducation nationale. Nous nous réservons toutefois le droit d'essayer de dégager des crédits sur certains chapitres, pour pouvoir les reporter sur d'autres chapitres de ce même ministère. (Applaudissements au centre, à droite et sur quelques bancs à gauche.)

Ces Messieurs ne connaissent pas le règlement gouvernemental qui établit qu'aucun transfert de crédit, d'initiative parlementaire, ne peut être adopté sans décision du gouvernement. Seraient-ils plus ignorants des lois que de vulgaires anarchistes ? Nous ne saurons les croire.

La deuxième phase consiste en la réponse de M. Morice (1) qui reste inquiète, il dit en effet ceci :

« Certes M. le ministre de l'Education Nationale a déclaré, la semaine dernière, que si nous avons pu, sur de très nombreux points, obtenir entière satisfaction, quelques questions secondaires restent à régler. Nous entendons bien, au sein du Gouvernement, lorsque ces problèmes seront abordés après la réception des propositions de la Commission Nationale des Économies, reprendre les discussions utiles. Mais, je le répète, les points restant à examiner n'engagent pas nos possibilités d'action, qui restent donc entières. »

Heureusement que le bon M. Thamier est là pour démontrer, règle à calcul en main, que le budget de l'Education couvre les 78 % seulement du budget total, contrairement aux affirmations de Morice, qui prétend qu'il s'agit de 12 %, si l'on tient compte de la construction des immeubles du Ministère (!).

Phase finale : Lutte épique entre la motion Deixonne et la contre-proposition (de loi) Thamier, demandant toutes deux que l'Assemblée s'oppose à la réduction des crédits de l'Enseignement.

Deuxième affiche : La présente discussion n'a pas d'objet réel, une proposition de loi adoptée par l'Assemblée doit être soumise au Conseil de la République, éventuellement, faire l'objet d'une discussion en deuxième lecture avant d'être promulguée. »

« Mais, rétorque M. Paul Boulet, une proposition de loi, même si elle n'a été votée par l'Assemblée, prend immédiatement son plein effet.

... Alors qu'une proposition de loi

CULTURE ET RÉVOLUTION

LE PRÉSENT ET L'ESPOIR

L'OBJECTIF de tous ceux qui veulent en finir avec un régime qui gaspille la production ou la freine selon que les cours sont à la hausse ou à la baisse doit être de supprimer le patronat et les sociétés anonymes et remplacer ce commandement de l'économie par la direction syndicale de toutes les industries.

Il est évident qu'une semblable transformation avec toutes les résistances, tous les égoïsmes concer-tes, toutes les routines, exige une longue préparation.

La classe capitaliste est encore très forte malgré les multiples condamnations prophétisant son agonie et l'Etat qui l'interpérète, la réglemente et la protège, dispose de plusieurs centaines de milliers d'hommes armés de tout l'outillage de guerre et de répression que la technique a mis au point.

La grande tâche est de changer le mode de direction de la production et changer la forme de la propriété. La socialisation de l'économie doit être possible sans qu'il soit pour cela nécessaire de socialiser les esprits. Les comités syndicaux et fédéraux des centres industriels prendront la direction de leurs industries. Un comité fédéral nommé par l'assemblée fédérale, formé lui-même par les délégués des syndicats, devra représenter une branche d'industrie dans son ensemble, l'assemblée fédérale prenant alors la direction économique de l'industrie et le comité fédéral la direction administrative. Cette gestion directe, transformant l'entreprise en fonction sociale aura tout fait de résoudre le problème du plein emploi, du droit au travail et du droit à la vie sans avoir pour cela besoin de pondre de gros bouquins savants traitant des diverses variétés de chômage. La nécessité d'élever très rapidement les standards de vie créera un vaste débouché et l'utilisation sans frein du machinisme permettra de conquérir des heures supplémentaires de liberté sur le travail. A notre sens, la liberté étant surtout de disposer le plus possible de soi-même, à sa guise, dans le cadre des règles sociales.

Réorganisation de l'économie

En créant l'unité d'entreprise l'économie syndicale libertaire aura simplifié l'économie dans son ensemble et les parasites, hommes de loi, agents de change, spéculateurs, banquiers et tous les épougeurs de plus-value qui se justifient par la séparation du travailleur de son produit, par un système qui individualise les bénéfices et socialise

PROBLEME ESSENTIEL

L'entr'aide sociale et la Salubrité

les pertes, tous les parasites qui font faire un trajet aux marchandises dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'est pas gratuit, tous ces parasites seront intégrés dans la production, dans la répartition, dans la distribution. En supprimant les possibilités de parasitisme, on supprimera les parasites.

Il est évident que tout cela ne s'accomplira pas avec des discours. Les institutions nouvelles qu'il faut créer : communes libres, coopératives de gros et de détail dépourvues de leur gangue capitaliste et de leur législation étatique, produiront des changements de diverses grandeurs dans les mœurs, dans les mentalités : un monde neuf exige des hommes neufs.

Pourraient-on effectivement créer une société humanisée avec des âmes capitalistes s'appuyant sur des valeurs capitalistes ? Ce serait un non sens et s'il faut maintenir l'inégalité économique en attachant le privilège à la fonction sociale au lieu de l'attacher à la propriété des instruments de production, il n'est pas besoin de révolution sociale pour cela. Le capitalisme occidental est en train d'accompagner cette étape. Aujourd'hui il a normalisé ses produits afin de prospecter le marché en profondeur et continuer la course au profit. Et la mécanisation du travail a abouti dans une large mesure à transformer les salaires en dividendes, le seul frein à cet abus bien capitaliste étant la puissance du syndicalisme, politisé sans doute, mais représentant une force de concentration que le grand patronat redoute, avec lequel l'Etat aime à composer en le soutenant parfois pour le mieux avoir en main, puisque de toute manière, ce soutien n'a aucun sens, étant donné que le capitalisme industriel, commercial, financier monopolisant avec l'Etat la formation des prix, se soulagent toujours sur le consommateur, le contribuable et l'usager de certaines sacrifices de circonstance. Ce cercle vicieux avec une habile propagande sociale contribuent à décliner tous les jours davantage de travailleurs qui s'éveillent psychologiquement à la gestion directe.

Avec son frère, le paysan, et son associé le technicien dont il ne faudra pas faire un technocrate, l'ouvrier donnera une solution au problème angoissant : produire pour consommer. Et de la solution de ce problème d'autres solutions seront possibles, celles de la paix dans sa forme sociale et surtout dans sa forme mondiale.

ZINOPoulos.

CONCLUSIONS DU 5^e CONGRÈS DE LA F.A. sur l'état des masses

Le Congrès estime :

- 1^{er} Que il est plus juste de parler de décuragement momentané que d'apathie des masses en France.
- 2^{me} Que ces masses attendent un réveil et qu'elles n'ont pas encore rencontré ou reconnu clairement l'élément qui pourrait les rassembler pour l'action et que le mouvement anarchiste se doit de consister.
- 3^{me} Que l'expression « masses », bien qu'elle représente une réalité et une unité d'aspirations en certaines périodes, ne rend pas compte

Si insuffisantes que soient cette assistance, ces pensions, ces retraites, on ne peut nier qu'elles constituent un progrès sur l'époque où l'on ne donnait absolument rien. Celui qui raisonne objectivement verra par exemple, dans l'aide apportée aux familles nombreuses, une pratique communiste, dans le large sens du communisme que nous avons toujours défendu et

que son budget de guerre. Ces quatre cents milliards représentent dix mille francs par habitant et par an. Si nous prenons le nombre de personnes « actives », — la moitié de la population — cela fait environ vingt mille francs pour chacune d'elles.

Allons plus loin. C'est dans les entreprises d'Etat que les charges sociales sont les plus élevées. Tandis que dans le secteur privé elles sont d'environ 42 pour cent du salaire, elles s'élèvent à 83,3 pour cent dans la Société Nationale des chemins de fer, qui embrasse tous les réseaux de France, à 77,4 pour cent à l'Électricité de France, à 77,8 pour cent dans les Charbonnages nationaux. Le fait que le pourcentage soit inférieur dans le secteur de l'Électricité et dans celui des Charbonnages est imputable à ce que leur nationalisation est beaucoup plus récente que celle des chemins de fer. Quand elle sera aussi vieille, le même pourcentage sera aussi probablement atteint. Dans une récente discussion au Parlement, le ministre des Transports déclarait que, pour un personnel actif de 475 000 personnes environ, il y avait aux chemins de fer de 375 000 retraites.

Ce qui agrave les choses, c'est que la majorité de ces retraites ne touchent pas, et de loin, ce qu'il faut pour vivre. Ils demandent donc, constamment, l'augmentation de leur pension ou de leur retraite. D'autre part, les chemins de fer demandent des reclassements, des augmentations de salaire. Pour satisfaire les uns et les autres, il faudrait augmenter le prix du transport que les voyageurs de troisième classe, ouvriers et paysans, devraient aussi payer plus cher.

Qui pourrait donner une idée, même approximative, du fatras de lois, décrets, ordonnances, circulaires, sentences et arrêts faisant juridiction, par lesquels se régissent les différents aspects des catégories d'assistance assurées par l'Etat ? Et surtout, qui pourrait dénombrer la multitude de services, bureaux, commissions, employés, fonctionnaires, inspecteurs, médecins, spécialistes divers payés pour l'étude des cas généraux et particuliers, des expertises et contre-expertises, alinéa

d'établir les degrés d'invalidité, d'incapacity de travail, etc. ?

Le seul nombre des lois et d'articles de loi classifiant, dosant ces différents degrés est effarant. Celui des spécialistes chargés d'établir le pourcentage de blessure causé à un oeil, une main, une jambe, un pied, etc., écrasant. Ajoutez les disputes légales, les procès, les revois en Cours de cassation, les frais d'avocats : tout cela se chiffre par centaines de millions qui, ajoutés au coût de la bureaucratie spécialisée, suffiraient pour assurer une existence confortable à des milliers et des milliers de vieillards.

Nous ignorons combien les dépenses administratives de personnel absorbent en France du budget de la Sécurité, mais il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1944 cette même bureaucratie absorbait 26,1 % du total, et l'année suivante 25,2 %.

Telle est, rapidement résumée, l'imperfection du système, qui pourtant, nous le reconnaissons à nouveau, est un progrès indiscutable et important sur l'état de choses d'il y a un siècle.

Gaston LEVAL.

(à suivre.)

Etudes Anarchistes

LE NUMERO 6 EST PARU

Sommaire

1. Révision ? Editorial. 2. Leader et auto-organisation. Fontaine. 3. Syndicalisme vivant. Paranc. 4. La technique de la distribution socialiste. Leval.

Abonnement : France, 5 numéros, 175 fr.; 10 numéros, 350 fr. Etranger, 5 numéros, 200 fr.; 10 numéros, 400 francs. Le numéro, 40 francs.

ATTENTION !

La correspondance et les versements pour Etudes Anarchistes doivent parvenir à Robert JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C.G.P. 5561-76 Paris.

Billet du Militant

ÉCRIRE UN ARTICLE

La plupart de nos militants et de nos sympathisants éprouvent, tout ou tard, le désir de participer à notre propagande écrite. Ils sentent le besoin de faire connaître à l'ensemble des camarades leurs efforts, leurs succès ou leurs échecs, ou encore l'aspect que prend le front prolétarien dans leur domaine particulier. Or, la majorité d'entre eux recule devant la réalisation de leurs projets car disent-ils, « nous ne savons pas écrire correctement ».

Aussi allons-nous essayer de leur communiquer quelques indications quant à la manière de procéder :

A. — **Les éléments :** En général, pour écrire quelque chose de valable, il faut, en premier lieu, disposer d'une documentation sur le sujet choisi. Cette documentation devra être, si possible, « originale » et relater des faits généralement peu connus, mais il ne faut pas tomber dans l'excès : il faut éviter les « potins », les « ragots » !

En second lieu, il est important de tenir compte du but que vous poursuivez. Les articles les plus lus, en général, sont ceux qui tirent leur intérêt, soit de l'actualité, soit de leur destination à un groupe social particulier. Essayez de vous mettre à la place de vos lecteurs !

B. — **La réalisation :** Il s'agit avant tout d'établir le plan de votre texte et d'observer une certaine méthode d'exposition.

Votre plan comprendra une introduction, une ou plusieurs parties formant le corps du développement, et une conclusion.

Pour la méthode d'exposition, il faut de sitôt votre sujet, de le rattacher à des faits plus généraux, que votre argumentation se doit d'exposer clairement d'abord les thèses adverses ou l'apparence des événements, ensuite votre propre thèse ou votre propre conception de la réalité.

La conclusion devra résumer le tout et montrer les conséquences qu'entraîne l'adoption de la démonstration que vous avez effectuée.

La rédaction, le style, viennent facilement ensuite, lorsque l'on a mis de l'ordre dans l'argumentation. Il suffit d'être simple, de ne pas s'embarrasser dans de longues phrases, n'utiliser que des mots dont on est sûr.

C. — **Utilisation :** S'il s'agit d'un article, il faudra évidemment le faire parvenir au journal auquel vous le destinez. Mais il ne faut pas oublier de tenir compte de tout ce que vous avez élaboré, pour éteindre votre documentation personnelle.

Les camarades doivent savoir qu'il est extrêmement important de nous tenir au courant de l'évolution de la situation, partout où c'est possible. Aussi, nous leur demandons de faire un effort pour renforcer autant notre *Libertaire*, que notre documentation.

D'ailleurs nos rédacteurs sont prêts à remédier aux erreurs de présentation des informations que les camarades leur communiquent.

Donc à vos plumes !

Lisez... Le tome I

HISTOIRE DE L'ANARCHIE

de Alain SERGENT
et Claude HARMEL

Edition courante sous couverture, jaquette noire avec une lithographie d'époque

690 fr. Franco : 785 fr. recommandé
Sur Velin blanc : un exemplaire numéroté : 1500 fr. ; franco, 1.595 fr. franco recommandé

(1) Selon les campagnes menées, elle ne tardera pas à apparaître.

HISTOIRE DE L'ANARCHIE

de Alain SERGENT
et Claude HARMEL

Edition courante sous couverture, jaquette noire avec une lithographie d'époque

690 fr. Franco : 785 fr. recommandé

Sur Velin blanc : un exemplaire numéroté : 1500 fr. ; franco, 1.595 fr. franco recommandé

(1) Une des tâches de la société serait d'enseigner les moyens de limiter les naissances — et de les donner.

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.)

P. KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.)

C. BERNIER, 25 fr. (40 fr.)

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day ; Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.)

F. Planché ; Louise Michel, 150 fr. (180 fr.)

J. HUMBERT ; Sous la Causse, 50 fr. (80 fr.)

HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.)

A. de MALANDER : La Tétraplogie de R. Wagner, 250 fr. (280 fr.)

— ALBERNY : Les Comédies, 180 fr. (210 fr.)

F. PRISTER : Perdus dans la désert, 180 fr. (220 fr.)

A. LORULOT : Fleur de Poissé, 150 fr. (160 fr.)

J. SOUFRE : Le Temps des Hommes, 300 fr. (330 fr.)

J. HUMBERT : Sous la Causse, 50 fr. (80 fr.)

— E. ROTOT : Les Bourses du Travail, 270 fr. (300 fr.)

— P. BESNARD : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.)

— Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.)

— Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.)

— J. RENAN : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.)

— G. DELACAZ : Léon Jouhaux, 200 fr. (230 fr.)

— Jean JACQUES : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.)

— L. LECOIN : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.)

— J. L. SEBASTIEN : Léon Faure, 180 fr. (210 fr.)

— Jules VALLES : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.)

— Le Bachelet, 125 fr. (155 fr.)

— L'Inauguré, 125 fr. (155 fr.)

— E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.)

— G. DELACAZ : Léon Jouhaux, 200 fr. (230 fr.)

— Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.)

— Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.)

SYNDICALISME

G. YETOT : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.)

— Griffuelles : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.)

F. F. A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.)

CHEZ LES MINEURS

« Accidents » du travail

Le 10 juin, parvenait la nouvelle du sauvetage des 7 mineurs de la fosse Agache, ensevelis depuis 9 heures à 480 mètres de profondeur. Déjà le 7 juin une explosion s'était produite au siège de la mine Bruay, dans le Pas-de-Calais. Deux victimes : la première est Tadeusz Rawinsky, qu'il a été possible de ranimer. La seconde est le frère de ce dernier, Bronislaw Rawinsky et celui-ci a trouvé la mort.

Il est établi que dans ce cas, comme dans tant d'autres, les organisations syndicales étaient intervenues AVANT « L'ACCIDENT » pour demander l'amélioration des conditions de sécurité. Leur demande n'a pas eu de suite...

Le 1er juillet 1949 (1) la première page de notre « Libertaire » était consacrée à la culpabilité des bureaucraties à propos des catastrophes minières. Nous y affirmions, et il n'est, hélas, pas inutile de le répéter, que :

a) Aucun fonctionnaire, dans un bureau situé à des milliers de kilomètres des lieux du travail, ne peut ni ne doit faire quoi que ce soit. C'est sur le lieu même que le responsable doit être choisi.

b) Ni l'Etat, ni le « Syndicat », ni l'entreprise capitaliste, ne peuvent être efficaces dans la protection de la vie, ces institutions étant également constituées de bureaucraties irresponsables.

c) Les mineurs doivent, s'ils veulent vivre, s'organiser eux-mêmes en accord avec tous les travailleurs et prolétaires pour demander aux maîtres de l'étatisme, du bureaucratisme et du capitalisme.

Le 15 juillet 1949, le « Libertaire » passait devant la 11^e Chambre correctionnelle de Paris pour avoir défendu le droit des mineurs à faire grève, pour avoir demandé aux autres travailleurs de les soutenir en déclenchant la grève générale expropriatrice et gestionnaire. Et naturellement, nous étions condamnés.

Or, depuis cette date, depuis l'accident qui coûta la vie aux 111 mineurs de Centralia, dans l'Etat de l'Illinois (U.S.A.), aux 13 mineurs victimes du coup de grisou qui se produisit le 26 mars 1946 à la fosse d'Oignies, à tant d'autres aussi bien en France, qu'en Belgique, en Allemagne, qu'en Afrique du Sud, aux U.S.A. qu'en Haute-Silésie, la liste des victimes est longue. En France, les décrets Lacoste ont aggravé la situation.

Mais nos camarades savent bien que ce n'est pas fini, que les mêmes causes reproduisent inéfuctablement les mêmes effets. Ils œuvrent pour extirper le mal à sa base et leur nom va croissant.

Charles DEVANCON.

Dernière minute : On nous communique de Liévin que dans la nuit de jeudi à vendredi, un nouvel éboulement s'est produit au puits 3.

Le jeudi 8 également à la Taille-St-Mathieu de Bessèges (Gard) un mineur a été écrasé par la chute d'un bloc de 500 kilos.

(1) Voir « La Bureaucratie démocratique assassine les mineurs » « Libertaire » du 1-7-49.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

A la Sécurité Sociale

Les minorités et la refonte syndicale

Il y a, chez les employeurs comme chez les salariés, un courant d'opinion qui veut que, quels que soient les vainqueurs, rien ne peut changer en l'état actuel des choses : que la Sécurité Sociale constitue une lourde charge, une cause d'inflation des prix ; que les bénéfices que la moyenne des salariés en tire sont fort discutables. Cette position rejoint la nôtre en plus d'un endroit. En effet, si la Sécurité Sociale soulage quelques misères, elle n'est pas une panacée. Elle ne fait pas disparaître la cause de ces misères. Elle maintient de criantes inégalités. Elle est incapable de briser le cadre des difficultés au milieu desquelles elle se débat. Sous des dehors d'humanisme sécuritaire, elle est un abécédaire supplémentaire sur la pauvreté des travailleurs. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà démontré. Retenons les enseignements qui se dégagent de ces abstentions et voyons les autres aspects de ces élections.

La C.G.T., si elle en sort diminuée, a tout de même 45 0/0 des suffrages exprimés. Ce résultat a été obtenu grâce à d'incroyables manœuvres dans les bureaux de vote, pressions, combines, menaces même. Les troupes de choc ont été mobilisées en totalité. Une véritable loi d'empoigne régnait dans certains secteurs où tous les bulletins des autres organisations avaient disparus. Compte tenu de ces faits, on peut dire que la C.G.T. n'a ramassé que 30 % des voix, c'est-à-dire qu'elle n'a gardé son emprise que sur les « durs » des cellules, qui forment, et resteront, le dernier carré, valle que vaille.

La C.F.T.C. vient ensuite, avec 24 %. Elle a fait le plein de ses adhérents et sympathisants. N'oublions pas que, pour être plus doucereuses, ses méthodes ressemblent étrangement à celles de la C.G.T. Nous avons déjà dénoncé les troublantes analogies qui les rapprochent si souvent qu'en se demandant pourquoi elles ne fusionnent pas...

Ces deux organisations disposeront de la majorité à laquelle viendront s'ajouter de temps à autre — et peut-être souvent — les employeurs qui professent un saint respect pour certains mots d'ordre cégétistes. N'oublions pas que ce sont les patrons qui pousseront, en 1946, Ambrôse Croizat

Il faut d'abord remarquer que les salariés se sont abstenus, aux élections de la Sécurité Sociale, dans une proportion moyenne de 30,5 à 32 0/0. Parmi les employeurs, il y a eu 44 0/0 d'abstentions. On avouera qu'il y a de quoi rester rêveur. On peut, évidemment, expliquer qu'il y aura toujours les éternels pêcheurs à la ligne, dans l'une et l'autre catégorie. Cette réponse nous semble bien simpliste. Quant à affirmer que ce sont là des mécontentements qu'aucun programme ne satisfaisait parmi la dizaine de listes en présence, c'est peut-être un peu court.

à la présidence des caisses de Sécurité Sociale de la Seine.

Le reste des voix se partage entre F.O., les Mutualistes et une nuée d'organisations. Et la petite surprise nous vient de la C.T.I. (travailleurs indépendants) qui recueille dans la Seine 3,8 pour 100 des suffrages. La C.T.I. se dépend de toute attache avec le R.P.F. mais son programme est net : collaboration capital-travail. Alors ?

Ces élections, en elles-mêmes, n'ont qu'une valeur fort relative. Elles ont surtout été l'occasion, pour les groupements syndicaux, de se compter.

Nous supposons que les minorités sont comprises...

Déjà Force Ouvrière lance un appel officiel à un regroupement. Il se fait urgent ! Et l'idée d'un congrès ouvrier ouvert à toutes les minorités ainsi qu'aux inorganisés, lancée par la Fédération des Syndicats Autonomes, est à nouveau dans l'air. Nous sommes en mesure d'assurer qu'à moins de manœuvres, abortives, que nous saurons fustiger, il se tiendra avant la fin de 1950. Dans l'esprit de la majorité de ses promoteurs, il faut que toutes les tendances y soient représentées, dans

une commune volonté d'entente, de travail et de lutte. Il faut que chacun vienne dire si son chauvinisme syndical, son culte des souvenirs et de certaines sympathies, son orthodoxie révolutionnaire ou réformiste, son conservatisme de boutique, lui tiennent plus au cœur que la misère, que la déchéance sans cesse accrues du bas prolétariat.

Nous saurons alors à qui attribuer les futures défaites.

Il y a, dans la masse des attentistes comme chez ceux qui ont rallié des formations faute de mieux, un désir impatient de regroupement et de lutte contre le patronat et la C.G.T. politisée. Ceux qui persisteront à l'ignorer feront leur propre perte et le jeu des employeurs.

Quand on a la possibilité d'être fort, rester impuissant est d'une ironie douce.

Oui ou non, est-ce pour le prolétariat que nous travaillons, ou seulement pour nous-mêmes ?

Fernand ROBERT.

Dans les boîtes...

Chez Rosengart

Est-il exact que le temps alloué à deux tâches-formeuses pour l'arrivée d'une voiture Simca s'est trouvé réduit de 14 heures qu'il était en 1948 à 2 heures seulement en 1950 ?

Chez Courbevoie

Une petite boîte de Courbevoie dont les bureaux se trouvent rue Auber à Paris applique une méthode de rendement d'un genre assez spécial :

Par des annonces quasi permanentes dans les journaux du soir elle se procure un roulement de main-d'œuvre qui lui permet de remplacer les ouvriers sortants.

Par ce procédé le patron exige et obtient un rendement accru du fait qu'un chômeur qui arrive à se faire embaucher « en met toujours un coup au début ».

La cadence et la nature du travail demandées sont telles que pour se garantir un effectif de 15 ouvriers on estime à 200 le nombre d'embauchés en deux mois.

Les ouvriers exténués demandant généralement leur compte au bout de 2 à 5 jours, ce système présente encore pour le patron un autre avantage : celui de ne pas laisser aux ouvriers le temps de se connaître, de s'organiser ou de créer une section syndicale pour tenter de se défendre.

— Les grévistes peuvent crever... Les seuls qui se voient contraints de rester dans de telles « cabanes », ce sont ceux qui composent la horde des « chômeurs pour faits de grève ». Bien que le motif du licenciement ne puisse légalement figurer sur les certificats de travail, les patrons de la région parisienne se sont donné le mot.

En effet dans les grosses boîtes les licenciements pour faits de grève, occupation d'usine, résistance aux policiers, etc., ont été effectués tous à la même date. C'est ainsi qu'un licencié de chez Ford, par exemple, qui se présente à l'embauche avec son certificat portant la date fatidique se verra impitoyablement refusé.

Il existait jadis le « carnet de travail » que les patrons marquaient par-

fois à l'encre rouge, privant ainsi le licencié de toute chance d'embauche. Nous voyons réapparaître en 1950 un procédé analogue mais combien plus hypocrite !

L'ouvrier ainsi « marqué » se verra donc placé dans l'alternative : ou bien rester chômeur, ou bien s'il ne veut pas crever de faim, se faire embaucher dans une de ces petites boîtes dont nous parlions plus haut et qui, exigeant un rendement d'enfer de la part de l'ouvrier, se trouvent parfois moins pointilleuses que d'autres sur ses conceptions politiques ou syndicales.

L'ouvrier « marqué » devra donc pour avoir un certificat, s'exténuant pendant un mois ou deux se refaisant ainsi une « virginité ».

Chez Ford-Poissy

Sur les 600 victimes du dernier lock-out, 400 ont été réembauchées sous certaines conditions. Sur les 200 et quelques qui ne seront pas repris par Ford quelques-uns seulement ont pu retrouver du travail. Toutefois ils continuent avec leurs camarades sans travail leur action en vue d'obtenir les indemnités de licenciement. Le licenciement pour faute de grève n'étant pas valable légalement, ils réclament 400.000 fr. chacun. Un crédit de secours de 2 millions aurait été voté, mais les chômeurs Ford n'en ont pas encore vu la couleur.

Chez Simca-Nanterre

La mauvaise gestion, pour ne pas dire plus, que vous accordez à la cantine vous rend responsables de pas mal d'empoisonnements légers et des troubles digestifs dont sont victimes les ouvriers.

Nous croyons savoir que quelques-uns de ces derniers vont s'organiser afin de faire parvenir à l'Institut Pasteur des échantillons de la nourriture servie à la cantine. Exemple à encourager !

Chez Renault

Le jeudi 8 juin, à 18 h. 30, un ouvrier de chez Renault sort, venant de l'atelier 1850, Pont-de-Sèvres. Une voiture conduite par un « chrono » d'un autre atelier l'accroche. Le chauffard, au lieu de ralentir, accélère, l'ouvrier est grièvement blessé. Trois jours de coma. Le lendemain, des panneaux furent installés pour signaler la sortie de l'usine.

La Régie Renault attend les accidents pour prendre des mesures de sécurité.

Le groupe Renault.

Chez Pechelbronn

Enfin, et il y aurait étrange coïncidence avec notre article de la semaine dernière, un mouvement de revendication vient d'apparaître dans cette entreprise.

Mardi, Duchenet, délégué du personnel (démissionnaire de la C.G.T.C.) a osé dire ouvertement, devant les employés réunis pour prendre leur « repas », à M. Barreau, gestionnaire de la cantine, qu'il sabotait celle-ci.

Une pétition, bien plate, il faut le reconnaître, a circulé dès le lendemain dans les bureaux, demandant l'amélioration du menu.

Résultat : Le Comité interentreprise doit se réunir dans la semaine afin de voir les dispositions à prendre.

Bruno : Camarades de Pechelbronn vous êtes sur la bonne voie. Mais restez-y.

C. M.

Chez Bronzavia

Au cours du dernier déferlement de grèves, alors que les ouvriers de la Société industrielle Bronzavia n'avaient pas cessé le travail, tout le personnel d'une usine voisine était entré dans la lutte revendicative. La solidarité s'est donc

A BOULOGNE-BILLANCOURT

Une curieuse faillite

ES établissements « Manutention et evage », 37, rue de Seine, à Boulogne-Billancourt, dont le principal actionnaire est M. Frebault, viennent de déposer leur bilan. Une centaine d'ouvriers, à qui il est dû, en moyenne 90 heures de travail, sont à la rue. Quand seront-ils payés ? Personne ne le sait. L'inspecteur du Travail intéressé, un certain Zanotti, conserve une « neutralité » pour le moins étrange de la part d'un fonctionnaire dont le rôle est de défendre les salariés. N'avait-il pas été jusqu'à accepter que les ouvriers fussent licenciés purement et simplement — ET SANS PAIEMENT — lors de la faillite ? Inutile d'ajouter que ces derniers refusèrent et se considèrent toujours vis-à-vis de leur patron en état d'embauche ; mais cette situation purement platonique ne les avance guère. La maison est fermée, la « justice » s'est mise en mouvement, le patron a « disparu », dans certains foyers la misère s'installe et l'inspecteur se déclare impuissant. D'ailleurs, il l'est toujours été, au moins en ce qui concerne les établissements en question où le Comité d'entreprise ne fonctionne jamais, où la cantine fut fermée, le patron gardant par devers lui les sommes affectées à son fonctionnement. Étrange « inspecteur », étrange faillite qui, de l'avis même du syndic, M. Lefèvre, est une « ténébreuse affaire ». On n'est pas arrivé encore à comprendre pourquoi Frebault a déposé son bilan, pourquoi il a exigé la fermeture de sa maison. En effet, celle-ci travaille à plein, des commandes concernant des ponts de 45 tonnes, des instruments divers de levage, attendaient d'être fabriqués, cependant que les fournisseurs, lassés de ne pas être payés, refusèrent de livrer ; cependant que les ouvriers étaient à peu près à la même enseigne, mais que les clients PAYAIENT TOUS COMPTANT.

Il nous importe peu de connaître les dessous de cette affaire, de savoir s'il s'agit de quelque escroquerie, d'une banqueroute frauduleuse ou d'une faillite classique. Nous constatons simplement que l'on peut impunément vouer à la misère une centaine de familles, que des travailleurs peuvent être escroqués grâce à la « loi » et qu'il leur reste à prendre place parmi les créanciers — privilégiés il est vrai — mais APRES le fisc qui a priorité absolue.

Le moment où l'on ne parle que travail, renaissance économique, productivité, qui sais-je encore, une entreprise qui n'a jamais vu faillir le nombre de ses commandes forme ses portes, sous le prétexte d'une faillite des plus louches. Et ceux qui ont volé leurs ouvriers — il n'y a pas d'autre mot — se promènent en liberté, roulent en voiture, possèdent villa et yacht. Mais essayez un peu de voler un pain si vous avez faim... Il vous arrivera ce qui est arrivé à deux travailleurs de « Manutention et Levage ». Le patron, ne les ayant pas payé depuis une quinzaine, ils furent surpris en flagrant délit de vol de quelques clés à molettes. Et le patron, respectueux de la propriété privée et des lois, en paix avec sa « conscience » — sous réserve de déposer son bilan, la loi l'autorisant à voler les salaires de tous ses ouvriers — le patron, dis-je, fit appeler Police-Secours.

Et « l'ordre » fut respecté.

Après avoir lu ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci

A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Si vous désirez une réponse à votre courrier, n'omettez pas de joindre un timbre pour la réponse. Nous vous remercions à l'avance.

Il ne sera répondu à aucune lettre non conforme aux indications ci-dessus.

tout naturellement organisée mais les fonds collectés étaient insuffisants. C'est alors que deux ouvriers de chez Bronzavia, membres du Comité d'entreprise, remirent aux grévistes des bons de repas prélevés sur leur propre cantine.

Mais la direction s'en aperçut et ces deux ouvriers se sont vus traîner au tribunal. Le résultat ne s'est pas fait attendre.

Le 8 juin, le juge d'instruction Leroy a inculpé d'abus de confiance les deux camarades.

Tout commentaire serait superflu. Les travailleurs de chez Bronzavia, et tous les travailleurs, sont à même de juger de la portée et de la signification de cet acte et de ses conséquences.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris.

A Aimargues

La grève est terminée

PARIS cinq semaines de lutte